

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023_211

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 07 juillet 2023 par laquelle l'entreprise BALME sollicite l'autorisation d'effectuer des travaux de raccordement au réseau de chaleur urbain rue du Docteur Roux,
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,
VU le Code général des Collectivités,
VU le Code général des Collectivités territoriales,
VU le Code général des Propriétés des Personnes publiques,
VU le Code de la Voirie routière,
VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^{ème} partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),
VU le Règlement de voirie communale approuvé le 17 janvier 2012, relatif à la conservation du Domaine Public,
VU l'état des lieux,

CONSIDERANT que pour permettre les travaux rue du Docteur Roux, assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

A R R E T E

Article 1 - Autorisation : Du 10 au 21 juillet 2023, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public rue du Docteur Roux, entre la rue du Colombier et l'avenue Jules David (le long du restaurant scolaire), afin d'effectuer des travaux comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Restriction de circulation et de stationnement : La circulation et le stationnement seront réglementés dans les conditions suivantes :

- La circulation et le stationnement des véhicules autres que ceux du bénéficiaire seront interdits rue du Docteur Roux, entre la rue du Colombier et l'avenue Jules David.
- Une déviation sera mise en place par la rue de la Manufacture.
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.

Article 3 – Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée des travaux. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 – Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, l'entreprise responsable des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 – Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Fait à Saint-Marcellin,

Le 07 juillet 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

Le Directeur des Services techniques
Yann AURENSAN

